



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour
N° 10 (2026)

Faits saillants

- ❖ Indonésie : Après Moody's, Fitch abaisse à son tour la perspective de la note souveraine à « négative », citant des incertitudes budgétaires et des faiblesses de gouvernance
- ❖ Malaisie : L'activité manufacturière repasse en zone de contraction en février (PMI à 49,3)
- ❖ Philippines : 1,11 M de travailleurs philippins au Moyen-Orient exposés aux risques sécuritaires, un rapatriement massif risquant d'affecter l'économie

LE CHIFFRE À RETENIR

10,3 Md USD

de nouveaux accords
d'aide publique au
développement des
Philippines avec le Japon,
la Corée du Sud et la
France

Région

Guerre en Iran : Impacts économiques différenciés liés à la flambée des prix de l'énergie

L'escalade militaire entre les États-Unis, Israël et l'Iran a provoqué une hausse brutale du prix du baril de Brent, dépassant 80 USD/baril (+35 % depuis janvier), ce qui accentue les pressions inflationnistes et budgétaires en Asie du Sud-Est. Selon Nomura, une augmentation de 10 % du prix du baril pourrait ajouter 0,2 point d'inflation en moyenne, avec des disparités marquées. Les Philippines et la Thaïlande, très exposées, subiraient une hausse de 0,3 à 0,5 point, tandis que l'Indonésie, malgré des subventions limitant la transmission inflationniste, voit son déficit budgétaire s'alourdir en raison du coût accru des aides énergétiques. À Singapour, l'impact inflationniste est estimé entre 0,2 et 0,3 point, mais l'autorité de régulation de l'énergie (EMA) a confirmé que les factures d'électricité resteraient stables grâce à des mécanismes de stabilisation mis en place en 2023. Face à ce choc, la Monetary Authority of Singapore (MAS) a indiqué se tenir prête à ajuster sa politique de change, avec un possible resserrement du corridor du S\$NEER pour limiter l'inflation importée. À l'inverse, la Malaisie, exportatrice nette d'énergie, pourrait bénéficier d'une amélioration de sa balance

courante. Malgré ces mécanismes de régulation, une hausse prolongée des prix de l'énergie aggraverait les tensions inflationnistes et budgétaires, avec un impact macroéconomique plus marqué en cas de persistance du conflit.

Indonésie

Fitch abaisse à son tour la perspective associée à la note souveraine de l'Indonésie

Un mois après l'agence Moody's (cf. Brèves de la semaine 7), Fitch Ratings a également révisé à la baisse la perspective associée à la note de crédit souverain de l'Indonésie de « stable » à « négative », tout en maintenant sa notation à BBB. Fitch Ratings évoque également l'accroissement des incertitudes relatives à la politique budgétaire du gouvernement ainsi qu'une possible érosion de la crédibilité des politiques économiques et monétaire du pays. L'agence de notation reconnaît cependant la stabilité des fondamentaux macroéconomiques de l'Indonésie. Elle relève en particulier un possible accroissement du déficit budgétaire à 2,9 % du PIB en 2026, en raison d'une hausse des dépenses sociales et d'un affaiblissement des recettes fiscales l'année passée. Fitch note par ailleurs que l'Indonésie obtient, en moyenne, de moins bons résultats que d'autres pays notés BBB, notamment en matière de gouvernance (44ème centile dans les indicateurs de gouvernance de la Banque mondiale, contre 56ème en moyenne pour les pays 'BBB', ratio recettes budgétaires/PIB projeté à 13,3% en 2026 contre 25,5% pour la médiane 'BBB'). En revanche, la croissance de la dette publique devrait rester modérée, à 41 % du PIB en 2026, contre 57,3 % pour la valeur médiane enregistrée chez les pays notés BBB.

Forte hausse de l'inflation depuis le début de l'année

L'inflation a atteint 4,76 % en g.a. en février 2026, après 3,55 % en janvier et 2,92 % en décembre 2025. Elle est tirée principalement par la hausse des prix de l'électricité et des charges (eau, fuel) ainsi que des loyers (2,26 pdb en février) ainsi que par les prix alimentaires et du tabac (1,05 pdb). La banque centrale reste néanmoins confiante dans sa capacité à maintenir l'inflation dans sa fourchette cible de 1,5 à 3,5 % sur l'année.

Investissement de 200 M USD des fonds souverains indonésiens dans la pétrochimie

Les fonds souverains Danantara et INA ont annoncé un investissement conjoint de 200 M USD dans un projet de production de dichlorure d'éthylène (EDC) et de soude caustique, développé par le groupe indonésien Chandra Asri, dont le coût total serait de 800 M USD. Ces unités de production auraient une capacité de 400 000 tonnes de soude caustique et de 500 000 tonnes d'EDC par an, et devraient être opérationnelles en 2027. Cet investissement vise à réduire la dépendance du pays aux intrants chimiques importés.

Malaisie

Exposition énergétique limitée de la Malaisie à une hausse des prix du pétrole

Selon le Département des statistiques malaisien (DOSM), la Malaisie demeure en 2025 exportatrice nette d'hydrocarbures, en raison de l'excédent commercial généré par le gaz. Les approvisionnements énergétiques du pays restent partiellement exposés aux flux transitant par le détroit d'Ormuz : environ 67 % du pétrole brut importé provient des États du Golfe, principalement d'Arabie saoudite (33 %) et des Émirats arabes unis (20,6 %). Par ailleurs, 12,6 % des produits pétroliers raffinés importés proviennent également de cette région (Arabie saoudite, Émirats arabes unis et Oman). Si la Malaisie n'est pas directement exposée aux pays du Golfe pour ses approvisionnements en GNL, qu'elle importe en 2025 à 95,8 % d'Australie, le ministre de l'Économie a indiqué qu'une hausse des prix du pétrole aurait des répercussions sur le coût de ces importations, le prix du GNL étant largement indexé sur les cours pétroliers. Selon Maybank Investment Bank, une hausse durable de 10 % du prix du pétrole pourrait entraîner une augmentation d'environ 0,2 point de pourcentage de l'inflation. L'enjeu principal concerne la soutenabilité des subventions aux carburants, notamment pour le RON95 et le diesel. Le budget 2026 repose sur une hypothèse de Brent entre 60 et 65 USD/baril, alors que la moyenne observée depuis le début de l'année atteint 69,2 USD/baril. Maybank estime qu'une hausse de 10 USD/baril du prix moyen annuel du pétrole pourrait accroître le coût budgétaire de la subvention au RON95 d'environ 432 M USD en 2026, alors que le gouvernement s'est engagé dans une trajectoire de consolidation budgétaire. Le 4 mars, le ministère des Finances a indiqué que le prix du RON95 non subventionné augmenterait de huit sen (0,66 USD/litre), tandis que le RON95 subventionné resterait à 0,49 USD/litre.

Prolongement de la licence de Lynas pour dix ans, sous conditions environnementales strictes

Le gouvernement malaisien a accordé à Lynas Rare Earths une extension de dix ans de sa licence d'exploitation pour son usine de traitement et de séparation de terres rares de Pahang. Il s'agit de la première prolongation de cette durée, assortie de nouvelles exigences réglementaires. La licence impose notamment à l'entreprise de mettre fin à la production de résidus radioactifs d'ici 2031, en procédant à l'extraction du thorium contenu dans les déchets afin d'en réduire la radioactivité. Un réexamen réglementaire complet est prévu à mi-parcours, dans un délai de cinq ans. Par ailleurs, Lynas devra continuer à consacrer 1 % de son chiffre d'affaires brut annuel à la R&D, notamment en partenariat avec des institutions locales. Cette décision vise à maintenir l'activité de raffinage de terres rares en Malaisie tout en renforçant les exigences de gestion environnementale et de traitement des déchets radioactifs.

Repli de l'activité manufacturière en février

L'indice PMI de Standard and Poor's pour le secteur manufacturier malaisien s'est replié à 49,3 en février, repassant en zone de contraction après trois mois d'expansion, dans un contexte de ralentissement des nouvelles commandes adressées aux entreprises et de la production. L'emploi s'est également contracté, tandis que les chaînes d'approvisionnement ont marqué un net ralentissement, les délais de livraison atteignant leur niveau le plus élevé depuis quinze mois. Malgré ces tensions, les industriels demeurent globalement optimistes, anticipant une reprise de la demande pour soutenir la production au cours de l'année à venir. Dans ce contexte, le climat des affaires est resté positif au premier trimestre 2026, selon le département des statistiques malaisiens, avec indicateur de confiance de 4 %. La confiance marque toutefois en repli dans le secteur industriel, à 3,3 %, contre 5,8 % au trimestre précédent.

Singapour

Tensions géopolitiques et pression sur les prix de l'énergie, entre hausse des carburants et vigilance sur l'électricité

Les prix des carburants à Singapour ont connu une hausse marquée en raison de l'escalade du conflit au Moyen-Orient. Les principaux opérateurs de stations-service, ont augmenté leurs tarifs à deux reprises en trois jours, portant le prix de l'essence 95 à 2,32 USD/litre (soit +0,07 USD depuis le 28 février). Face à cette situation, ComfortDelGro (CDG), le principal opérateur de taxis, a décidé d'absorber une partie de la hausse en maintenant le prix à 1,51 USD/litre dans ses six stations, soit +0,04 USD par rapport au 4 mars, mais 34 % moins cher que les prix de détail. D'autres acteurs comme Trans-Cab et Grab ont également mis en place des subventions ou partenariats pour limiter les coûts. La NTA a indiqué que les ajustements se feront de manière progressive pour permettre une adaptation. Parallèlement, l'Energy Market Authority (EMA) a alerté sur un risque de hausse des prix de l'électricité, Singapour important 95 % de son gaz, dont 57 % sous forme de GNL (notamment du Qatar, via le détroit d'Ormuz). Bien que le marché électrique singapourien soit mieux préparé depuis la crise de 2021-2023 (avec un plafond temporaire des prix, une réserve de GNL et la création de GasCo pour diversifier les approvisionnements), l'EMA surveille les risques de volatilité prolongée.

La Monetary Authority of Singapore renforce les exigences en matière de gestion des risques climatiques pour les institutions financières

La Monetary Authority of Singapore (MAS) a publié, le 5 mars 2026, trois nouvelles directives sur la gestion des risques environnementaux et la planification de la transition climatique pour les institutions financières (IF), incluant les banques, assureurs et gestionnaires d'actifs. Ces directives, qui entreront en vigueur en

septembre 2027 après une période de transition de 18 mois, complètent les recommandations initiales émises en 2020. Elles visent à renforcer la résilience des IF face aux risques climatiques, qu'ils soient physiques (catastrophes naturelles) ou liés à la transition (changements réglementaires, technologiques ou de marché). Les institutions doivent désormais évaluer et intégrer ces risques dans leurs modèles économiques, leurs pratiques de gouvernance et leurs processus de gestion des risques, en adoptant une approche proportionnée à leur profil. Elles sont également tenues d'accompagner leurs clients et entreprises investies dans la compréhension et la gestion de ces risques, afin d'éviter des retraits indiscriminés de crédit, de couverture d'assurance ou d'investissements, tout en préservant la stabilité financière. Enfin, les IF doivent actualiser leurs connaissances et capacités en matière de mesure et de gestion des risques climatiques, au fur et à mesure de l'évolution des données et méthodologies.

Vietnam

Possibles impacts du conflit au Moyen-Orient sur l'économie vietnamienne

La guerre au Moyen-Orient, en empêchant les pétroliers d'emprunter le détroit d'Ormuz (où passe 20% de la production mondiale de pétrole brut), pourrait avoir des conséquences sur le prix du pétrole au Vietnam et impacter négativement son économie. 85% des importations vietnamiennes de pétrole brut proviennent du Koweït avec qui la route maritime est actuellement perturbée par le conflit. Elles alimentent la raffinerie de Nghi Son qui produit 35% du pétrole raffiné consommé au Vietnam. Si aucune pénurie n'est à craindre à court terme, selon le Dr. Giang Chan Tay, Directeur de Boi Ngoc One Member Limited Liability Company (une société vietnamienne de négoce de produits pétrolier), les analystes de MUFG estiment cependant que chaque augmentation de 10 USD du baril de brut entraînerait une inflation de 0,1 à 0,9 points de pourcentage en Asie, notamment au Vietnam. Lors d'une réunion tenue le 4 mars, le Premier Ministre Pham Minh Chinh a dit s'attendre des effets possibles sur l'inflation et la croissance vietnamienne (dont l'objectif affiché est de 10% en 2026) et a appelé à préserver la sécurité énergétique du pays tout en stabilisant les prix de l'essence.

Aéroports : Entre les modèles publics et privés, un conte de deux cités ?

Le 25 février dernier, le Secrétaire général du Parti communiste vietnamien Tô Lâm est intervenu lors d'une conférence dédiée à la compréhension et à la mise en place de la résolution no. 79 – NQ/TW du Politburo. Celle-ci vise à faire des entreprises d'état (SOE) un pilier de l'économie nationale. Lors de cette conférence, le chef du PCV a questionné l'efficacité de l'investissement public, prenant pour exemple la construction de l'aéroport de Long Thanh. En effet, le coût de la construction de l'aéroport (16 Md USD), plus élevé que des sites équivalents à Singapour et en Malaisie, interroge sur l'efficacité

de la dépense de l'Etat. Cette annonce intervient alors que les coûts de constructions de l'aéroport par trimestre sont en constante augmentation (1,3 Md au T4 2025) et que l'opérateur public Airport Corporation of Vietnam (ACV) vient d'être désigné comme investisseur pour sa deuxième phase. Plusieurs personnes chargées du projet ont été récemment remplacées. Cette controverse intervient à une période où le secteur des infrastructures aéroportuaires s'ouvre à des acteurs privés nationaux. L'entreprise Masterise, à l'œuvre sur l'aéroport de Gia Binh (Hanoï), a par exemple annoncé la semaine dernière augmenter son capital, tandis que SunGroup opère maintenant l'aéroport de Phu Quoc depuis 2 mois. Cette nouvelle concurrence impose à l'opérateur public – aux bons résultats financiers sur l'année passée – de se maintenir à niveau.

Imposition préliminaire par les Etats-Unis de droits antidumping sur les contreplaqué en provenance du Vietnam

Les États-Unis ont annoncé le 2 mars l'imposition préliminaire de droits antidumping pouvant atteindre près de 195 %, contre de 0 à 8 % auparavant, sur les importations de contreplaqué (*hardwood* et *decorative plywood*) en provenance du Vietnam. La décision a été rendue par le U.S. Department of Commerce à la suite d'une conclusion préliminaire dans le cadre d'une enquête ouverte après une plainte déposée par l'industrie américaine du contreplaqué. La procédure a débuté le 12 juin 2025, après le dépôt d'une plainte par des producteurs américains en mai 2025. L'enquête porte sur les exportations réalisées entre le 1er octobre 2024 et le 31 mars 2025. Selon la décision préliminaire, plusieurs entreprises vietnamiennes pourraient être soumises à des droits compris entre 191,85 % et 194,8 %. Si l'on ajoute les droits compensateurs liés aux subventions, la taxation totale pourrait dépasser 200 %. En 2025, selon les douanes vietnamiennes, les exportations vietnamiennes de bois et produits du bois ont atteint 17,2 Md USD (3,6 % du total), dont 55,2 % étaient destinés au marché américain. Selon l'ITC (United States International Trade Commission), les importations américaines en provenance du Vietnam des produits concernés ont atteint environ 401 M USD en 2022, avant de diminuer à 186 M USD en 2024, puis de remonter à 244 M USD en 2024. La décision finale sur ces droits devrait intervenir dans les mois suivant la décision préliminaire, après les vérifications et les conclusions de la commission commerciale américaine.

Thaïlande

Réaction au conflit au Moyen-Orient : suspension des exportations de pétrole et mise en place de dispositifs budgétaires

Détenant 61 jours de réserves stratégiques de consommation de pétrole en date du 2 mars (7,8 Md de litres), la Thaïlande a annoncé la suspension immédiate de ses exportations de pétrole, ainsi que la

diversification de ses approvisionnements. A court terme, quatre cargaisons de GNL venant du Moyen-Orient sont prévues en mars 2026, dont deux ont déjà franchi le détroit d'Ormuz. La Commission de régulation de l'énergie (ERC) a préparé des mesures d'urgence en cas de perturbation des flux via le détroit d'Ormuz ou d'interruption des livraisons de GNL : augmentation des approvisionnements par gazoduc depuis le Golfe de Thaïlande, la Malaisie et la Birmanie, ainsi que la sécurisation de volumes supplémentaires de GNL à long terme et sur le marché spot. Une coordination a également été engagée avec les entreprises publiques EGAT et PTT afin de vérifier les réserves de combustible des centrales électriques, la demande en pétrole et les capacités logistiques pour assurer la continuité de l'approvisionnement. Les dispositifs budgétaires déjà mis en place en 2022 pour limiter la diffusion de la hausse des prix domestiques de l'énergie devraient être mobilisés dans le plan en cours de préparation par le ministère de l'énergie (MoE), notamment à travers le Fonds de stabilisation pétrolière (Oil Fund), qui permet de compenser les écarts entre les prix mondiaux du pétrole et les tarifs domestiques, dans un objectif de lissage des prix. Selon la Banque de Thaïlande (BoT), une variation de +10 \$ du baril Brent se traduit par -0,1 pt de PIB thaïlandais, et de +0,063 USD sur les prix du diesel à la pompe selon le MoE. La BOT anticipe une hausse de l'inflation de +[0,4-0,5%] pour chaque hausse de 10\$ du baril de Brent. La bourse thaïlandaise a été affectée par le début du conflit, l'indice SET perdant 9,4 % entre la fermeture le 27/02 et la fermeture du 04/03, journée marquée par une suspension de séance après un dévissage de plus de 8% dans la matinée.

Fiscalité automobile : réforme de la taxe d'accise en faveur des véhicules surs et bas carbone

À compter de 2026, la Thaïlande modifiera le calcul de la taxe d'accise automobile en y intégrant des critères liés aux équipements de sécurité. La réforme prévoit d'accorder des réductions de taux aux véhicules équipés de systèmes avancés d'aide à la conduite (ADAS), tels que le freinage automatique d'urgence, l'alerte de franchissement de ligne ou les systèmes d'assistance au maintien de trajectoire. L'accès aux niveaux les plus favorables est conditionné par le respect d'exigences techniques, incluant l'installation d'un nombre minimal de dispositifs ADAS et l'utilisation de composants clés produits localement. Ces incitations s'ajouteront aux mécanismes déjà existants favorables aux véhicules à faibles émissions, notamment électriques. Placée sous l'autorité du ministère des Finances, la nouvelle structure restera en vigueur jusqu'en 2030, avec un réexamen tous les deux ans. Selon Pornchai Thiraveja, directeur général du département des droits d'accise, cette réforme permettra d'établir des standards de sécurité plus élevés, de soutenir la transition environnementale du parc automobile et d'encourager les constructeurs à monter en gamme dans leur production locale.

Douanes : intensification des contrôles contre le contournement des droits antidumping

Les autorités thaïlandaises, notamment le Département des douanes en coordination avec le Département du commerce extérieur, ont renforcé les contrôles visant à lutter contre les pratiques d'évasion des droits antidumping et les fraudes à l'origine des marchandises. Entre octobre 2025 et février 2026, des produits d'une valeur supérieure à 15,9 M USD (503 M THB) ont été saisis pour contournement des mesures commerciales ou fausses déclarations d'origine destinées à bénéficier indûment d'avantages tarifaires. Les saisies comprennent 3,5 M USD (109,9 M THB) de produits contournant les droits antidumping et 12,4 M USD (393,4 M THB) de produits contrefaits ou d'origine falsifiée. Les infractions liées au contournement des droits antidumping ont augmenté de 61 % sur un an, notamment dans les produits en aluminium et les tubes en acier. Les saisies de produits contrefaits ou d'origine falsifiée ont augmenté de 160 % sur un an. De nombreux cas concernaient des marchandises importées de Chine, ensuite réétiquetées (« Made in Thailand » ou « Made in Japan »). Les autorités ont annoncé un durcissement des sanctions et un renforcement des procédures de vérification documentaire en 2026. Cette politique vise à protéger l'industrie domestique et la crédibilité des exportations thaïlandaises dans un contexte de multiplication des mesures commerciales (antidumping et antisubventions) au niveau international. La Thaïlande applique actuellement 61 mesures antidumping contre 22 pays, principalement dans l'acier.

Philippines

Réduction du déficit commercial à 49,2 Md USD (-9,5%) en 2025

Le déficit de la balance commerciale a reculé de 9,5 % en 2025, s'établissant à 49,2 Md USD. Cette réduction s'explique par une progression des exportations (+15,2 %) plus marquée que celle des importations (+4,7 %), portée notamment par la vente de produits électroniques et semi-conducteurs (+6,9 Md USD), de biens manufacturés (+1,5 Md USD) et d'or (+ 1 Md USD) tiré par la hausse des cours mondiaux (+44,4 %). Les Etats-Unis demeurent la principale destination des exportations philippines (16 %), suivis de Hong Kong (14,6 %) et du Japon (13,7 %). La Chine reste le principal fournisseur du pays (28,6 % des importations), loin devant la Corée du Sud (7,9 %) et l'Indonésie (7,6 %). À noter que les échanges commerciaux avec l'Union européenne se sont intensifiés, avec des exportations en hausse de 20,9 % et des importations de 11,1 %.

1,11 M d'OFW exposés aux risques sécuritaires au Moyen-Orient

Le Department of Migrant Workers (DMW) recense 1,11 M de travailleurs philippins à l'étranger (OFW) déployés au Moyen-Orient en 2025, dont 96,4 % concentrés dans cinq pays directement

exposés aux affrontements en cours dans la région : Émirats arabes unis (398 000), Arabie saoudite (387 000), Qatar (161 000), Koweït (106 000) et Bahreïn (21 000), auxquels s'ajoutent environ 50 000 ressortissants dans la région élargie. En cas de déclenchement du niveau d'alerte maximal, le DMW a indiqué être en mesure d'activer un dispositif de rapatriement mobilisant les secteurs public et privé, financé par les fonds d'urgence du DMW et de l'Overseas Workers Welfare Administration (OWWA). Un rapatriement massif pourrait avoir un impact significatif sur l'économie philippine et sur les pays d'accueil, fortement dépendants de cette main d'œuvre.

25 nouveaux accords d'APD pour 10,3 Md USD avec le Japon, la Corée du Sud et la France prévus en 2026

Le Secrétaire des Finances Frederick Go a annoncé que les Philippines s'apprêtaient à signer 25 nouveaux accords d'aide publique au développement (APD) pour un montant total de 10,3 Md USD. Ces accords sont portés par la Corée du Sud (10 prêts, 6,2 Md USD), le Japon (10 prêts, 2,3 Md USD) et la France (5 prêts, 1,8 Md USD). Fin 2025, le portefeuille total d'APD du pays s'élevait à 41,6 Md USD (+7% en g.a.), dominé par le Japon qui représentait 34%. En passe de devenir un pays à revenu intermédiaire supérieur, qui limiterait certains financements concessionnels, le gouvernement prévoit toutefois de diversifier ses sources de financement, notamment dans le secteur des infrastructures, du climat, de l'énergie et de l'agriculture, par le renforcement des partenariats public-privé.

Cambodge

Les migrants face à l'endettement

En 2025, les migrants cambodgiens ont transféré 1,86 Md USD vers leur pays d'origine. C'est une diminution de 37 % par rapport à 2024 (2,95 Md USD). Cette contraction est liée au retour d'un million de Cambodgiens travaillant en Thaïlande suite au conflit frontalier. La Thaïlande constituait le premier pays d'accueil des travailleurs cambodgiens à l'étranger. Or, ces transferts de fonds (400 USD/mois en moyenne) constituent une importante source de revenu pour de nombreuses familles rurales. Ces fonds servaient souvent à contracter des micro-prêts, dont le remboursement est devenu bien difficile. Le taux des créances douteuses lié aux micro-crédits a progressé de 7,1 % depuis octobre 2025 ; et même de 9,8 % si on se limite aux provinces limitrophes de la Thaïlande. Depuis 2019, le Cambodge est le pays avec la plus dette de microfinance par habitant la plus élevée au monde.

Les exportations des vélos redémarrent

Les vélos redeviennent un pilier des exportations cambodgiennes. Selon le ministère du commerce, celles-ci ont atteint 609 M USD en 2025 (+ 42,3 % en g.a.). La tendance se confirme en ce début d'année : en janvier 2026 elles ont augmenté de 69 % (en g.a.). Le Cambodge

recupère une partie des exportations décroissantes chinoises vers les États-Unis (+71 % en 2025). Le pays a aussi augmenté ses exportations vers l'UE de 146 % en 2025, devenant son 4ème fournisseur. La production se concentre dans la zone économique spéciale de Bavet, près de la frontière vietnamienne. Ces exportations bénéficient d'une autorisation spéciale de l'UE autorisant un cumul d'origine avec les composants vietnamiens. Après un recul marqué à partir de 2023, les assembleurs cambodgiens ont misé sur la production de vélos électriques. Pari gagnant depuis 2024 : leurs exportations ont été multipliées par 8 vers l'UE sur ce segment. Au total, les exportations de vélos ont représenté 2 % des exportations cambodgiennes en 2025.

Construction et immobilier, des fondations fragiles

Selon la Banque nationale du Cambodge, le secteur de la construction a crû de 0,4 % en 2025. Cette croissance est plus faible qu'en 2024 (+1,2 %). Ce ralentissement s'explique par un recul des IDE dans le secteur (-7,7 %), prolongeant la tendance observée en 2024 (-26 %). La croissance des crédits immobiliers a aussi ralenti : ceux-ci ont progressé de 7 % sur les onze premiers mois de 2025 (+15,4 % en 2024). Dans ce contexte, l'activité immobilière n'a progressé que de 0,5 %, contre 0,9 % en 2024. Malgré une hausse des ventes de logements (+30,5% en g.a.), les prix de l'immobilier ont reculé (-3,1 %), en raison d'une offre très excédentaire. Certains segments, peu adaptés à la demande locale, ont été particulièrement affectés (-16,9 % pour les ventes de copropriétés). Face à cette situation, les promoteurs privilégient désormais des unités mieux adaptées aux revenus des ménages cambodgiens (donc plus modestes et moins chères).

Laos

Dette publique toujours « insoutenable » malgré une légère amélioration, selon le FMI

Le Fonds monétaire international (FMI) a averti le Laos que sa dette publique, bien qu'en baisse relative, reste « insoutenable » au regard de sa capacité de remboursement, malgré une légère amélioration en 2025. Selon les données du FMI, la dette publique et garantie par l'État s'élevait à 80,6 % du PIB en 2025, contre 115,7 % en 2022, avec une projection de 57,4 % d'ici 2030. La dette externe, quant à elle, représentait 73,5 % du PIB en 2025 (contre 85 % en 2024) et devrait diminuer à 54,6 % d'ici 2030. Cependant, le FMI souligne que le pays dépend toujours de report de paiements et de négociations avec ses principaux créanciers, notamment la Chine, qui détient près de 50 % de la dette externe laotienne, estimée à 1,3 Md USD par an jusqu'en 2028. Le PIB du Laos, évalué à 16,9 Md USD en 2025, a crû de 4,5 %, un rythme similaire à celui de 2024, mais reste vulnérable aux chocs extérieurs. Les réserves officielles ont atteint un record de 2,47 Md USD en 2025, offrant un léger répit. Pour éviter un défaut de paiement, le FMI recommande des réformes macroéconomiques et une diversification des partenariats, alors que le pays mise sur ses exportations d'hydroélectricité et de minerais. Une restructuration

partielle de la dette a déjà été engagée, comme le transfert de contrôle d'Électricité du Laos (EDL) à China Southern Power Grid via un échange dette-contre-actions de 600 M USD.

Flambée des prix des carburants

Les prix des carburants au Laos ont connu une hausse brutale le 6 mars 2026. Les tarifs au détail ont augmenté de 0,15 USD/litre pour l'essence premium, 0,18 USD/litre pour l'essence ordinaire, et 0,34 USD/litre pour le diesel, cette dernière représentant l'une des plus fortes hausses uniques enregistrées ces dernières années, après les chocs de 2022. Le Laos est dépendant à 97,1 % des importations thaïlandaises (pour un montant de 1,22 Md USD en 2025 sur un total de 1,26 Md USD). Cette dépendance expose le pays aux fluctuations des prix en Thaïlande et sur les marchés internationaux. Les répercussions locales incluent des files d'attente prolongées dans les stations-service de Vientiane et une pression accrue sur les coûts des transports, de la logistique et de l'agriculture, secteurs clés pour l'économie. Le ministère de l'Industrie et du Commerce a appelé les distributeurs à éviter la spéculation et assuré que les approvisionnements restent stables, tout en exigeant des rapports quotidiens sur les volumes importés.

Birmanie

L'expansion du secteur manufacturier se poursuit en février

L'indice PMI manufacturier de S&P s'établit à 51,5 en février, après 50,9 en janvier signalant une nouvelle amélioration des conditions opérationnelles. Une première hausse de l'emploi manufacturier est notable, bien que légère, après 5 mois de réduction des effectifs. Néanmoins, l'augmentation des nouvelles commandes ralentit, obérant la croissance de la production, quasi stagnante. Les pénuries de matières premières continuent de tirer à la hausse le coût des intrants. La hausse des coûts logistiques ainsi que la dépréciation du kyat face au dollar américain alourdissent les coûts opérationnels des industriels.

Conjoncture économique

Mise à jour le 6 mars 2026

CROISSANCE		2027e	2026e	2025e	PIB 2025 (2024*) (Md USD)
ASEAN-5*	▲	4,4%	▲ 4,2%	▲ 4,2%	3 351
Indonésie	▲	5,1%	▲ 5,1%	▲ 5,0%	1 445
Singapour	▲	2,3%	▬ 1,8%	▲ 4,8%	604
Thaïlande	▲	2,2%	▬ 1,6%	▲ 2,1%	577
Vietnam	▲	5,3%	▲ 5,6%	▲ 6,5%	514
Philippines	▲	5,8%	▲ 5,6%	▲ 5,1%	486
Malaisie	▲	4,3%	▲ 4,3%	▲ 4,6%	473
Birmanie	▬	1,8%	▲ 3,0%	▼ -2,7%	61*
Cambodge	▲	5,5%	▲ 4,0%	▲ 4,8%	47*
Laos	▲	2,5%	▲ 2,5%	▲ 3,5%	15*
Brunei	▲	2,9%	▲ 2,4%	▬ 1,8%	15*
Timor-Leste	▲	3,2%	▲ 3,3%	▲ 3,9%	2*

*ASEAN-5 = Indonésie, Singapour, Thaïlande, Philippines, Malaisie (nomenclature FMI)

2025 : CEIC ; WEO janvier 2026 ; WEO octobre 2025

2026 : pages pays du FMI

2027 : WEO janvier 2026 ; WEO octobre 2025

PMI MANUFACTURIER	févr-26	janv-26	déc-25	nov-25	oct-25	sept-25	août-25
ASEAN	● 53,8	● 52,8	● 52,7	● 53,0	● 52,7	● 51,6	● 51,0
Indonésie	● 53,8	● 52,6	● 51,2	● 53,3	● 51,2	● 50,4	● 51,5
Singapour	● 50,6	● 50,5	● 50,3	● 50,2	● 50,0	● 50,1	● 50,0
Thaïlande	● 53,5	● 52,7	● 57,4	● 56,8	● 56,6	● 54,6	● 52,7
Philippines	● 54,6	● 52,9	● 50,2	● 47,4	● 50,1	● 49,9	● 50,8
Vietnam	● 54,3	● 52,5	● 53,0	● 53,8	● 54,5	● 50,4	● 50,4
Malaisie	● 49,3	● 50,2	● 50,1	● 50,1	● 49,5	● 49,8	● 49,9
Birmanie	● 51,5	● 50,9	● 50,6	● 51,4	● 51,5	● 53,1	● 50,4

INFLATION (IPC g.a)	févr-26	janv-26	déc-25	nov-25	oct-25	sept-25	août-25
Indonésie	4,8%	3,6%	2,9%	2,7%	2,9%	2,7%	2,3%
Singapour	-	0,1%	1,2%	1,2%	1,2%	0,7%	0,5%
Thaïlande	-0,9%	-0,7%	-0,3%	-0,5%	-0,8%	-0,7%	-0,8%
Philippines	2,4%	2,0%	1,8%	1,5%	1,7%	1,7%	1,5%
Vietnam	3,4%	2,5%	3,5%	3,6%	3,2%	3,4%	3,2%
Malaisie	-	1,6%	1,6%	1,4%	1,3%	1,5%	1,3%
Birmanie	-	-	-	-	-	-	-
Cambodge	-	1,3%	1,2%	1,3%	1,7%	2,1%	1,8%
Laos	6,2%	5,1%	5,6%	4,8%	4,0%	4,5%	5,0%
Brunei	-	-0,2%	-0,7%	-0,1%	0,1%	0,0%	-0,7%
Timor-Leste	-	-	1,1%	1,1%	0,9%	0,9%	0,6%

EXPORTATIONS (Md USD)	janv-26	déc-25	nov-25	oct-25	2025	2024	2023
Indonésie	22,1	26,3	22,5	24,2	282,9	266,5	258,8
Singapour	60,6	51,5	49,2	54,1	566,3	504,8	475,4
Thaïlande	31,6	28,9	27,4	28,8	339,6	300,7	285,1
Philippines	7,1	7,0	6,9	7,4	84,4	73,3	73,6
Vietnam	43,1	44,1	39,1	42,0	473,8	405,9	354,7
Malaisie	38,6	35,1	32,4	34,4	375,7	331,0	313,7
Cambodge	-	2,9	2,5	2,6	31,3	26,7	23,5
Laos	-	-	-	-	9,2	9,4	8,4
Brunei	-	-	0,8	0,9	9,4	11,2	11,0

Sources : CEIC, FMI

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille et Phnom Penh.

Rédaction : SER de Singapour (Marie-Pauline GIRIN ; Donatien LACRESSE, Gauthier PERDEREAU-BILSKI, Emma ROUSSEAU)

Abonnez-vous : marie-pauline.girin@dgtrésor.gouv.fr ; donatien.lacresse@dgtrésor.gouv.fr ; gauthier.perdereau-bilski@attachefiscal.org ; emma.rousseau@dgtrésor.gouv.fr